

Traité modifié pour l'Europe : du pareil au même...

Durant des mois, en 2005, les politiques, relayés par les médias, ont asséné que la France était POUR le TCE, et cela n'a pas empêché les français de voter massivement CONTRE (à 55%) lors du référendum du 29 mai. Organisés en collectifs, les citoyens ont fait valoir leur opinion, ont fait campagne pour convaincre, et ils ont gagné ! Depuis 2005, on ne cesse de nous répéter que le « NON » de la France et de la Hollande a ruiné l'Europe, qu'il faut un nouveau traité européen, que l'économie est dans l'impasse !

Alors Sarkozy a pris les choses en main : un traité modifié a vu le jour, et pour éviter un nouvel échec, Sarkozy a décidé de le faire ratifier par la voie parlementaire. Pas de référendum, pas de risque de nouveau « non » pour le gouvernement ! Car les français voteront encore « non » puisque rien (ou si peu) n'a changé dans cette nouvelle mouture. Quelques changements « cosmétiques » - dicit Giscard lui-même, auteur du TCE !- mais qui ne modifient pas le fond du projet : le principe de concurrence reste la pierre angulaire de la construction européenne ; au niveau économique, ce traité fait de l'Europe une zone de libre échange ; les services publics, SIEG (services d'intérêt économique général) sont, eux aussi, soumis aux règles de la concurrence, ce qui induit leur libéralisation, leur privatisation... Concernant les politiques de défense, le traité rappelle le lien de l'Europe à l'OTAN, et donc sa soumission aux Etats Unis, avec le risque de militarisation à outrance (sous prétexte de lutte contre le terrorisme, par exemple).

En revanche, aucune trace de l'Europe sociale qu'ont réclamée les collectifs en 2005, dans ce nouveau traité : rien sur le droit au travail, au logement, à la santé, à l'éducation ; rien sur la lutte contre les discriminations ; rien sur le respect de la laïcité, de l'environnement, des droits fondamentaux....

Ce traité n'est donc modifié qu'à la marge : dans sa quasi globalité, il reste un condensé de politiques néolibérales qui cassent les acquis ouvriers de populations européennes. Et ce traité, Sarkozy l'impose aux français sans les consulter par référendum, il confisque le débat démocratique en passant par la voie parlementaire. La méthode est inacceptable.

Il faut donc mener, de front, plusieurs batailles : exiger un référendum sur ce traité, interpeller les parlementaires pour qu'ils n'entérinent pas, par leur vote en congrès, le refus de la consultation référendaire, et enfin, dénoncer le contenu de ce traité modifié et appeler tous les citoyens à le rejeter.

Véronique PONVERT, Collège Léo Lagrange, Le Havre.

Automne 2007 : convergences ratées... Un tous ensemble plus que jamais nécessaire !

Et pourtant ! On pouvait penser qu'après l'élection de Sarkozy et sa volonté maintes fois affirmée et concrétisée de s'attaquer aux services et à la fonction publics, aux droits des travailleurs, à la protection sociale... la riposte se ferait dans la rue et dans l'unité.

23 000 suppressions de postes de la fonction publique, la baisse importante du pouvoir d'achat, les attaques contre le statut de fonctionnaire... méritaient certainement plus qu'une grève de 24 h le 20 novembre, certes bien suivie, mais accouchée dans la douleur après plusieurs réunions mensuelles des fédérations syndicales de la Fonction Publique hésitantes sur la stratégie à adopter.

Pourtant la combativité est là, à Air France, dans les transports, l'énergie, chez les étudiants et lycéens et même dans le privé où les conflits pour la sauvegarde de l'emploi et les augmentations de salaires sont en hausse.

Tout le monde le sait, le démantèlement des régimes spéciaux était un préalable pour en remettre une couche au printemps prochain (dégradation programmée par le passage à 41 ans de cotisation). Alors on cherche vainement une logique dans l'attitude de ceux qui ont tout fait pour empêcher la jonction entre les secteurs en lutte d'abord le 18 octobre et ensuite pendant la reconduction en novembre à la SNCF et à la RATP.

Les attaques fusent dans tous les secteurs et, faute d'œuvrer à la construction du rapport de force global susceptible de nous permettre de gagner tous ensemble, chaque secteur séparément court le risque de perdre.

Le danger pour les régimes spéciaux était de suspendre la grève pour entreprendre des négociations secteur par secteur : On voit aujourd'hui le bénéfice qu'en tire le gouvernement : les syndicats sont divisés et les grévistes ont perdu la maîtrise sur des négociations qui traînent en longueur et ne remettent pas en cause les points essentiels de la réforme.

Dans la fonction publique, les syndicats se satisfont d'une soi disant ouverture du gouvernement qui pourrait évoquer le point d'indice alors que le ministre du budget a déclaré qu'il n'y avait rien à négocier pour 2007 et les années antérieures mais peut être pour 2008...

Alors pas d'autre solution que de poursuivre la mobilisation en oeuvrant à la convergence des luttes sur des revendications unifiantes pour gagner !

Jean-Pierre PALLOIS, Lycée Modeste Leroy, Evreux.

<http://www.ecoleemancipee.org/>

Bac pro en 3 ans, fin du BEP : les LP dans le collimateur de Darcos

Réduire à 3, au lieu de 4, le nombre d'années nécessaires pour obtenir le baccalauréat professionnel ; supprimer la filière BEP : c'est la réforme que Darcos vient d'engager, en transmettant le 29 octobre dernier une note aux rectorats qui leur demande d'appliquer la consigne dès la rentrée prochaine.

Aujourd'hui, après la troisième, les élèves préparent un BEP pendant deux ans, puis préparent le bac pro pendant les deux années suivantes. Le ministre veut supprimer l'étape BEP, et mettre en place un bac pro en 3 ans que les élèves intégreraient dès leur sortie du collège.

Bien sûr, la motivation ministérielle est de faire des économies, en particuliers sur les postes. Dans ce cadre, la réduction brutale de 25% du nombre d'heures nécessaires à l'obtention du diplôme a de quoi faire saliver le libéral le plus blasé !

Et tant pis pour l'intérêt des élèves, la qualité des formations ou la valeur des diplômes. Car cette formule de bac pro en 3 ans est expérimentée depuis plusieurs années déjà, et les évaluations déconseillent sa généralisation. Ainsi, un rapport de l'Inspection Générale indiquait, en 2005, qu' "une grande majorité des élèves ne peut pas suivre un parcours vers un baccalauréat professionnel en trois ans au terme du collège". L'étape BEP permettait à ces élèves d'obtenir malgré tout un diplôme, et pour beaucoup, de se rétablir, de se remotiver et de se réarmer pour engager ensuite un bac pro. Que deviendront ces élèves ? Seront-ils discrètement "évacués" du système ? Le niveau du bac pro sera-t-il abaissé pour qu'il soit à la portée de tous ? Tri des élèves ou baisse de la valeur du bac ?

Darcos veut aller vite. Dès septembre prochain, 25% des entrants en BEP doivent intégrer ces nouveaux "bac pro 3 ans". Et il indique sa volonté d'une généralisation rapide à partir de 2008. Le bac pro 3 ans deviendrait alors la voie unique de l'enseignement professionnel, au côté de quelques CAP survivants.

Le ministre est pressé, au point que les programmes ne sont même pas prêts ! Mais l'enjeu est de taille et la méthode, celle du gouvernement Sarkozy : aligner les coups à toute vitesse, sans laisser à l'adversaire le temps de se reprendre, jusqu'à ce qu'il soit complètement sonné.

Alors la riposte doit être à la hauteur, associant parents et élèves. Il y a nécessité de mener une véritable bataille d'opinion. Mais sur ce sujet comme sur d'autres, nous ne ferons pas l'économie de la grève.

Raoul RAMONES, PLP.

Orientation : on ferme... et on passe à la région

Xavier Darcos l'a clairement annoncé mi novembre : il souhaite confier l'orientation et l'information sur les métiers aux enseignants. La quasi suppression du recrutement des conseillers d'orientation-psychologues (5 départs à la retraite sur 6 non remplacés!) alliée à une multiplication des tâches administratives et/ou de conseil technique auprès des chefs d'établissements permet en effet au MEN de rendre invisibles les Copsy sur le terrain. D'où la conclusion inéluctable : puisqu'ils ne sont plus là, confions la mission aux profs! Une mission supplémentaire, donc, pour les enseignants, qui ne s'accompagnera visiblement d'aucune rémunération supplémentaire, un rapport récent (le rapport F. Reiss) suggérant même de supprimer les ISO !

Au-delà de la suppression programmée d'un corps de fonctionnaire et de la transformation des professeurs en

femmes et hommes à tout faire, un serpent de mer refait surface : celui de la décentralisation. C'était déjà le souhait de Darcos en 2003, sous la tutelle, à l'époque de Luc Ferry. C'est désormais son principal cheval de bataille : décentraliser les services d'orientation... et transformer l'orientation en orientation à autant de vitesses qu'il y aura de régions (avec toutes les conséquences évidentes pour les jeunes...), pilotée par des Copsy rendus invisibles par leur disparition. Dès lors, une fusion des services (c'est à la mode...) d'orientation et les missions locales est à l'ordre du jour, bien que CIO et Mission Locale soient complémentaires mais absolument pas fongibles. Les missions locales travaillent avec des élèves descolarisés, à la recherche de stages ou de contrat d'apprentissage, les Copsy travaillent à la construction identitaire du jeune, à la prévention de ses difficultés scolaires ou psychologiques, à l'élaboration d'un projet personnel et professionnel, *dans le cadre de l'institution scolaire*.

On voit bien l'avenir de l'orientation : un service sous la coupe des politiques régionales, intervenant par à coup dans les établissements tandis que les enseignants assurent l'ancien travail des conseillers d'orientation-psychologues, pour lequel ils ne sont pas formés ni sans doute intéressés! Quid de l'intérêt du jeune... et de la complémentarité des membres composant les équipes éducatives... ?

David COULON, Copsy, CIO Lillebonne.

Répression anti-lycéenne à Bernay, communiqué unitaire

Les élèves du lycée Fresnel à Bernay mobilisés, comme des milliers d'autres en France, contre la loi Pécresse et les suppressions de postes prévues au budget 2008 de l'éducation nationale font face aujourd'hui à des sanctions qui relèvent de l'acharnement pur et simple.

- dès le début du mouvement la liste des élèves mobilisés est affichée dans les couloirs du lycée et, par la suite, aux grilles de l'établissement, avec les noms des « meneurs » en gras.

- le mercredi 28 novembre, la gendarmerie intervient pour lever le blocage de l'établissement, blocage voté la veille par un vote à bulletin secret autorisé par Madame le Proviseur (77 % pour). 14 élèves sont arrêtés par les forces de l'ordre et emmenés à la gendarmerie pour une audition. L'intervention est brutale : usage de matraques contre des lycéens pacifiques qui n'opposent aucune résistance. Une élève est conduite à l'hôpital.

- 14 élèves sont exclus du lycée depuis le mercredi 28 novembre par « mesure conservatoire à la discrétion du chef d'établissement » et vont faire ces prochains jours l'objet de « commissions éducatives ».

Nous ne pouvons accepter de tels agissements contre des lycéens qui s'éveillent à la vie sociale, se préoccupent de leur quotidien et de leur avenir, et qui font ainsi « œuvre de citoyen ».

Nous, citoyens engagés, pour certains dans la défense des droits de l'homme, pour d'autres dans des partis politiques, des syndicats ou des associations, tenons à manifester notre solidarité à ces jeunes ; nous demandons qu'aucune sanction ne soit prononcée contre des lycéens qui ont agi dans le cadre d'un mouvement national, contre une loi et une politique éducative qu'ils estiment, à juste titre, préjudiciables à leurs études et à leur avenir.

Attac Risle Charentonne, Ligue des Droits de l'Homme - Louviers et Evreux, SNUTEFI-FSU, Ecole émancipée, FNEC FP FO 27, Sud éducation, PCF Risle Charentonne, Les Verts Risle Charentonne, LCR, fédération de l'Eure du Parti des Travailleurs, PS...